

Roumanie : vers un « Roexit » ?

Analyse

MIREL BRAN

BUCAREST – correspondant

Ils ont gagné leur liberté au prix de leur vie en 1989, mais plusieurs pays d'Europe centrale et orientale réveillent les démons du passé. Après des dérapages antidémocratiques en Pologne et en Hongrie, l'Etat de droit est mis en question en Roumanie. Le gouvernement social-démocrate en place depuis 2016 s'en prend à la justice et fragilise la démocratie roumaine.

Les instances bruxelloises s'inquiètent des dérapages de la Roumanie, pays qui doit assumer, à partir du 1^{er} janvier 2019, la présidence tournante de six mois de l'Union européenne (UE). « *Beaucoup de Roumains sont inquiets en ce qui concerne des changements du cadre juridique qui pourraient affaiblir la lutte contre la corruption et l'indépendance de la justice*, a déclaré, le 1^{er} octobre, le vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans. *Ces inquiétudes sont partagées par la Commission. S'il s'avère que les règles ne sont pas respectées, nous n'hésiterons pas à convoquer le gouvernement roumain devant les instances européennes.* »

Invitée à Bruxelles le 3 octobre devant le Parlement européen, la première ministre roumaine, Viorica Dancila, a exprimé son indignation face à la pression européenne. « *Je vous dis pour commencer que je ne suis pas venue ici pour vous rendre compte de quoi que ce soit*, a-t-elle déclaré aux députés européens rassemblés en séance plénière. *En Roumanie, nous sommes en train de construire une vraie justice pour les citoyens.* » Une déclaration qui n'engage que M^{me} Dancila.

La majorité des Roumains ne font plus confiance aux promesses d'un gouvernement contesté dans la rue. Leur colère remonte à février 2017, lorsque le gouvernement a tenté de stopper la campagne anticorruption menée par les jeunes procureurs du parquet national anticorruption (DNA). Le succès de ces derniers est impressionnant. Des milliers

d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires – ministres, députés, sénateurs, maires, secrétaires d'Etat – sont désormais derrière les barreaux.

La tension entre les procureurs anticorruption et une partie des responsables politiques est montée d'un cran en 2016, après la victoire du Parti social-démocrate (PSD) aux élections législatives. Le 20 juin, le chef de file de la gauche et président de la Chambre des députés, Liviu Dragnea, a été condamné à trois ans et demi de prison ferme pour abus de pouvoir. Il avait déjà été condamné en avril 2016 à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale. Dans une troisième enquête pénale, il est accusé d'avoir détourné 20 millions d'euros de fonds européens à travers une société de construction d'autoroutes.

La solution trouvée par M. Dragnea a été de modifier la loi pénale pour blanchir son casier judiciaire et limiter le pouvoir des magistrats.

Son offensive contre les procureurs a porté ses fruits. Le 31 mai, il a obtenu satisfaction, après avoir poussé à la destitution de la procureure en chef du DNA, Laura Codruta Kovesi, devenue le symbole de la lutte anticorruption. « *Plusieurs hommes politiques sont en train de changer brutalement la loi pénale*, a déclaré M^{me} Kovesi dans son dernier discours. *Ils veulent protéger leur passé, leur présent et leur futur. Je demande à mes concitoyens de ne pas abandonner la lutte contre la corruption.* »

Le 10 août, plus de 100 000 Roumains de la diaspora ont protesté, devant le siège du gouvernement, contre la corruption, au nom des cinq millions qui sont partis s'installer dans l'ouest de l'Europe à la recherche d'une vie meilleure. Mais ils ont été accueillis par des gaz lacrymogènes et des canons à eau lors d'une intervention de la gendarmerie d'une violence inouïe. Hommes, femmes, personnes âgées et enfants ont été matraqués par les forces de l'ordre. Cet événement, qui a rappelé aux Roumains les images de la chute du régime communiste en décembre 1989, a fait perdre aux sociaux-démocrates une bonne partie de leur électorat.

« UN PLAN MÔREMENT RÉFLÉCHI »

Afin de recharger son capital politique, le PSD a décidé d'organiser, les 6 et 7 octobre, un référendum contre le mariage homosexuel. Il comptait sur le soutien de l'Eglise orthodoxe et d'une opinion publique conservatrice. Mais sa tentative de capitaliser sur la haine à l'égard des minorités sexuelles a échoué. Les 19 millions d'électeurs sont restés sourds à l'appel des sociaux-démocrates, qui leur présentent les homosexuels comme des « voleurs d'enfants », des « pédophiles » ou des « malades mentaux ». Le slogan des associations de la communauté LGBT de Roumanie – « *Reste chez toi et fais l'amour* » – a eu plus d'écho que les appels du gouvernement et de l'Eglise. Le référendum n'a recueilli que 21 % des voix, loin du taux de participation de 30 % nécessaire pour valider cette consultation populaire. « *Le véritable objectif de ce référendum n'est pas la famille traditionnelle, mais le renforcement du sentiment anti-occidental en Roumanie, expliquait l'analyste Sorin Ionita, de l'association Expert Forum. Il va provoquer une fracture sociale qui sera exploitée par les hommes politiques.* »

La Roumanie est-elle prête à respecter les règles du club européen ? Plusieurs voix du PSD évoquent déjà un choix en faveur d'une sortie de la Roumanie de l'UE. Après le Brexit, le « Roexit » ? « *Le seul désir de ceux qui dirigent*

la Roumanie est de faire sortir ce pays de l'UE afin d'éviter des poursuites pénales, affirme Dacian Ciolos, ancien commissaire européen à l'agriculture et étoile montante de l'opposition roumaine. La campagne en faveur du Roexit a commencé selon un plan mûrement réfléchi, mais c'est une position irresponsable par rapport au destin européen de la Roumanie. » Les associations de la société civile promettent d'occuper à nouveau la place publique pour exprimer leur désir d'Europe. L'automne roumain s'annonce chaud. ■

**« LE SEUL DÉSIR
DE CEUX
QUI DIRIGENT
LA ROUMANIE EST
DE FAIRE SORTIR
CE PAYS DE L'UE
AFIN D'ÉVITER
DES POURSUITES
PÉNALES »**

DACIAN CIOLOS
étoile montante de
l'opposition roumaine